

base que sur des *traces* et traits de comportement ou de caractère enregistrés et référencés pour pouvoir être rapprochés d'autres traces et traits, grâce auxquels ils seront admis dans des catégories comparables et calculables. Ces traces numériques ne sont même pas des avatars virtuels créés par les utilisateurs d'un jeu vidéo, mais seulement des abstractions mathématiques dont la puissance de repérage et de simulation des comportements, extraordinaire en effet, donne à tort l'impression d'un raisonnement humain appliqué aux situations réelles. Or, c'est sur cette transfiguration, véritable sommet de l'invention technologique, que se fondent l'économie et les politiques numériques actuelles, y compris celles de politiques officielles s'appuyant sur le souci maternel de bien-être public et d'harmonie sociale, qui a remplacé les anciennes disciplines morales, pour accélérer l'inclusion numérique, la culture numérique et le développement territorial par le numérique¹.

2. UN NOUVEAU DESPOTISME ?

Dans un texte souvent cité sur le nouveau despotisme qui pourrait un jour régner sur des hommes ne recherchant plus que « de petits et vulgaires

1. Voir Mission société numérique, « Écrire ensemble la société numérique de demain » (en ligne : <https://societenumerique.gouv.fr>).

plaisirs », Tocqueville¹ imaginait un pouvoir administratif « immense et tutélaire » dont les « petites règles compliquées, minutieuses et uniformes » viseraient à « fixer irrévocablement dans l'enfance » des citoyens incapables d'exercer leur libre arbitre. Un tel pouvoir, disait-il, « travaille volontiers [au] bonheur [des hommes], veut en être l'unique agent et le seul arbitre, pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales affaires, dirige leur industrie, règle leurs successions, divise leurs héritages », mais risque aussi de « leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre ». Or, ce pouvoir tutélaire « absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux », qui se combine si bien « avec quelques-unes des formes extérieures de la liberté », est sans doute en train de se réaliser sous nos yeux. Non pas cependant sous la forme de règles-bureaucratiques fastidieuses et pesantes, mais sous celle d'une offre numérique ludique, multiforme, addictive et envahissante, qui instaure, petit à petit et sans qu'on y prenne garde, cette nouvelle « sorte de servitude, réglée, douce et paisible » que redoutait Tocqueville.

Avec à peine une trentaine d'années d'existence, les réseaux numériques assurent aujourd'hui la plupart des fonctions dévolues autrefois aux bureaucraties d'État ou d'entreprise, et ils sont désormais capables de conduire les « principales affaires » des hommes : affaires administratives, qu'il s'agisse d'état civil, de déclaration des revenus, de sécurité sociale, de droits

1. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, 1840, partie IV, chap. vi.

au chômage, de gestion de patrimoine, etc., affaires industrielles avec la conception et le développement de nouveaux produits, la gestion des stocks, des marchés, de la publicité ou du personnel, mais aussi affaires médicales avec l'établissement de dossiers personnels de santé, ou sécuritaires par la numérisation des informations policières et judiciaires sur les personnes et événements criminels, sans oublier bien entendu les affaires domestiques, amoureuses, relationnelles et de divertissement qui peuvent de moins en moins se concevoir indépendamment des sites, réseaux qui les alimentent, les organisent et les gèrent, ni enfin les objets connectés qui assurent le lien direct entre les corps qui les portent et l'ensemble de ce dispositif qui les scrute, les enregistre et monétise leurs données : « chaque seconde un scan puissant de vos paramètres vitaux à votre poignet », promet par exemple une publicité pour une montre connectée : « électrocardiogramme, suivi cardiaque proactif, oxymètre de grade médical, détection des perturbations respiratoires pendant le sommeil¹ »... De quoi en effet faire rêver les hommes prénumériques, qui ignoraient presque tout de leur cœur et de leurs poumons.

L'expression de « conduite des affaires » pourrait paraître trop forte s'il ne s'agissait ici que d'une fonction purement instrumentale du numérique, les outils informatiques ayant alors simplement remplacé le papier et le crayon des enregistrements et calculs manuels, et les sites de rencontres en ligne les anciennes façons de lier connaissance. Mais les réseaux numériques sont

1. ScanWatch de Withings.

beaucoup plus qu'un nouvel instrument au service des bureaucraties traditionnelles, car ils sont doués de fonctions d'analyse et de connaissance qu'aucune fiche de police ni service d'annonces classique n'aurait jamais pu engendrer. L'enregistrement massif de données dans tous les domaines de la vie sociale et personnelle des individus, et leur traitement par des logiciels « intelligents » de plus en plus perfectionnés et imaginatifs, a ouvert des horizons totalement nouveaux à la conduite des affaires humaines pour toutes les instances qui se proposent d'en tirer un profit financier, politique ou éventuellement moral. La possibilité de croiser toute information sur une personne, un lieu ou un événement, avec des milliers d'autres recueillies en d'autres circonstances, offre une puissance d'investigation et d'orientation du choix complètement inédite à des instruments désormais doués d'une logique et d'une dynamique quasi autonomes : soit que les concepteurs de logiciels sont portés à aller toujours plus loin dans l'enregistrement de détails dont ils pourraient tirer profit, soit que les logiciels sont eux-mêmes capables d'apprentissage sur la base des données recueillies.

Ce nouveau despotisme, aussi doux qu'il est possible de l'être, a une apparence doublement démocratique puisque ce n'est pas celui d'un seul homme ou d'un seul parti ou groupe d'intérêts, comme dans la définition originelle du despotisme, mais d'une multitude d'agents commerciaux, administratifs et politiques qui peuvent s'emparer des nouveaux outils numériques pour parvenir à leurs fins ; mais aussi parce que ces fins elles-mêmes ne peuvent être atteintes que parce qu'elles s'alimentent directement aux goûts

et préférences des utilisateurs. C'est en effet peu dire que ce nouveau despotisme « travaille volontiers [au bonheur] des hommes, « prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs¹ ». Il serait plus juste de dire qu'il les *comble* lorsqu'on considère la multitude de satisfactions générées par l'usage des réseaux numériques pour rechercher un objet de consommation, une destination de voyage, un restaurant, une solution à un problème de bricolage domestique, un arbre généalogique, un article de loi, une référence littéraire, une information politique, des renseignements sur des personnes célèbres ou anonymes, un partenaire sexuel, un réseau d'amis, un lieu de divertissement, un programme de musique, un jeu vidéo, une substance psychoactive, une vidéo pornographique, un spécialiste médical, une activité sportive, un programme de bien-être, un parcours de formation... et une multitude d'autres choses encore. La plupart de ces services existaient bien avant les réseaux numériques, mais ils étaient dispersés sur toutes sortes de lieux et de supports, et leur accès était beaucoup plus compliqué. C'est leur regroupement dans un système unique d'offres numériques auxquelles on accède par quelques clics qui a rendu possible ce véritable déferlement d'offres de plaisirs et de récompenses dans la vie personnelle d'un grand nombre d'individus, sans parler des services que ce même dispositif apporte à tous ses utilisateurs professionnels : entreprises et administrations qui, grâce à lui, peuvent de mieux en mieux intervenir sur la vie personnelle des gens.

1. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie...*, *op. cit.*

Pourquoi alors parler de despotisme, s'agissant d'une innovation technique et culturelle qui fait désormais partie intégrante de la forme de vie humaine du XXI^e siècle, et dont plus personne ne pourrait se passer ? N'y aurait-il pas une sorte de perversion technophobe et rétrograde à mettre en cause les nouvelles facilités fonctionnelles que le numérique offre à la vie sociale dans son ensemble ? D'autant que ces nouvelles facilités ont aussi des répercussions sur l'expression et la vie démocratique qu'elles ont considérablement étendues en donnant à n'importe qui la possibilité de publier son opinion bien au-delà des cercles restreints d'interlocuteurs dans lesquels le confinaient les sociétés prénumériques. Ne devrait-on pas plutôt saluer l'extraordinaire progrès technologique que représentent ces services numériques, et en jouir aussi benoîtement que nous avons benoîtement joui des bienfaits de la machine à vapeur ou à explosion, du courant électrique ou des ondes électromagnétiques ?

Or c'est justement ce précédent des jouissances benoîtes à l'origine de la crise écologique contemporaine qui incite à modérer l'enthousiasme technophile pour une nouvelle industrie dont les moyens restent opaques et les effets encore largement inconnus – à l'exception peut-être de la vie politique où certains effets amplificateurs du numérique suscitent de plus en plus d'interrogations, la facilitation des échanges et la viralité des contenus ayant favorisé les regroupements démocratiques et émancipateurs aussi bien que la propagation incontrôlable de monstres idéologiques. Il a fallu deux siècles pour que les dégradations

systematiques de l'environnement engendrées par une révolution industrielle incontrôlée deviennent suffisamment sensibles et alarmantes pour remettre en cause la jouissance innocente de ses produits. On peut espérer que les dégâts de la numérisation de la vie sociale, encore peu apparents aujourd'hui, mais de plus en plus profonds sur le plan des ressources d'autonomie, provoqueront une prise de conscience plus rapide, grâce notamment à la mobilisation croissante d'associations et d'organisations non gouvernementales dont les premiers effets se font sentir, quoique encore trop lentement, dans les nouveaux textes officiels européens sur le contrôle des données personnelles ou les dérives du *big data*¹.

On commence en effet à s'apercevoir qu'en dehors même des dégâts environnementaux entraînés par les infrastructures numériques, avec entre autres l'empreinte carbone de plus en plus significative des *data centers*, l'usage actuel des réseaux peut avoir des effets calamiteux sur la liberté humaine et le devenir démocratique des sociétés. Cet usage alimente en effet au moins trois sources latentes de despotisme que je compte examiner dans ce qui suit à partir d'exemples précis : la dépossession et le rétrécissement des options personnelles, lorsque les choix de vie sont de plus en plus balisés par les recommandations normatives des logiciels ; la dictature des prédictions numériques, lorsque les évaluations et opportunités sociales dépendent d'un calcul statistique extérieur sur le devenir possible des individus ; l'ubiquité de la surveillance,

1. Voir *infra*, chap. 1, § 8.

lorsque les données personnelles sont livrées à toutes sortes d'organismes qui peuvent s'en servir à leurs propres fins, y compris celles du contrôle politique et policier, dont la nouvelle dictature numérique du gouvernement de Chine continentale constitue désormais le principal modèle. Cette façon de capter et manipuler les données personnelles n'est pourtant pas une fatalité du numérique, mais le résultat d'un usage incontrôlé et invasif de ses potentialités en termes de récompenses et de profits pour les détenteurs d'un outil auxquels on a longtemps laissé la bride sur le cou. Et de même qu'il est hautement souhaitable de mettre des limites à leur consommation lorsqu'on fait usage de substances psychoactives, parce que celles-ci peuvent nous entraîner individuellement dans une addiction insupportable, il devient de plus en plus urgent de fixer des limites à la récolte et à la manipulation des données en instaurant un véritable contrôle démocratique sur la collecte des données et la diffusion des contenus¹. La puissance tentaculaire des grandes plateformes privées qui épient la vie privée et monopolisent le marché du numérique², et des services administratifs qui leur emboîtent le pas, peut en effet nous entraîner collectivement dans une forme de société incompatible avec l'exercice de la liberté humaine.

1. Voir *infra*, chap. 3, § 6-7.

2. Voir Joëlle Toledano, *GAFAs. Reprenons le pouvoir !*, Paris, Odile Jacob, 2020.